

Arrêté mis en ligne le 7 juillet 2022

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Liberté – Egalité - Fraternité

Pôle aménagement, ingénierie, services techniques/CS

ARRETE DU MAIRE DE LIBOURNE

Du 6 juillet 2022

ST/A-2022-409

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982.

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville.

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à M. Bilal HALHOUL, conseiller municipal délégué à la voirie et au Centre Technique Municipal, par l'arrêté en date du 26 mai 2020,

Vu la demande présentée par ENEDIS sise 89 rue de Montaudon pour une autorisation de stationner pour le raccordement d'un câble électrique réseau basse tension situé 21-23 rue Thiers.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement.

Sur proposition du Directeur Général des Services,

ARRETE:

ARTICLE 1° - Le 27 juillet 2022 de 8h à 12h, le stationnement d'une nacelle VL et d'un fourgon type Master seront autorisés sur un arrêt minute au droit du n°21 rue Thiers. Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

ARTICLE 2° - La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.

ARTICLE 3° - La signalisation nécessaire sera mise en place par l'entreprise.

ARTICLE 4° - Le Directeur Général des services de la Ville, le chef de la police municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5° - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- √ d'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de
- √ d'un recours pour excès de pouvoir augrès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué Pour le Maire par délégation

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le six juillet deux mille conseille délégué à la voirie et au centre technique municipal